

Assez de la propagande pour « vendre » la fusion.
--

M. Parini a fait distribuer par les DSF et les TPG, à tous les agents de la DGFIP une « luxueuse » plaquette vantant la nouvelle direction DGFIP et la fusion DGI-DGCP.

Dans le même temps les personnels sont appelés à participer, par groupes, à de grandes réunions dites « d'information »

Plusieurs réunions sont programmées pour le département de la Vendée,

La première a eu lieu le 20 avril à ST FULGENT. **(Voir premier compte rendu au verso)**

Les agents de la Vendée ainsi que les agents dans de nombreux départements ont exprimé leurs revendications en ces termes :

« Toutes les réformes et fusions aboutissent à une dégradation insupportable du service public, et de la vie professionnelle et privée des fonctionnaires qui l'assurent ; ce qui est semble-t-il, le contraire du but à atteindre.

- **Les agents exigent l'arrêt de toutes les réformes en cours pour permettre l'exposé des revendications**
- **Les agents exigent l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois statutaires nécessaires (pas d'intérim, ni d'auxiliaires)**
- **Les agents exigent la reconnaissance de leurs nouvelles technicités et qualifications et l'augmentation de leur salaire en conséquence**
- **Les agents disent NON au SIP. »**

Les 8 décembre 2008 face au DSF et le 12 janvier 2009 face à M RAMBAL, les agents présents, de tous les services ont pris la parole en expliquant précisément quel est leur vécu au quotidien dans les services, l'impossibilité de faire leur travail, l'insuffisance des effectifs, l'accumulation des tâches, l'envahissement des notes et instructions, les difficultés à recevoir les contribuables et à bien les renseigner, le constat d'une déqualification professionnelle, le constat d'une situation d'échec et de souffrance.

Le 29 janvier et le 19 mars 2009, les agents de la DGFIP ont très majoritairement manifesté leur mécontentement et leur volonté de voir aboutir leurs revendications.

Monsieur Parini impassible aux événements qui se déroulent autour de lui, réunit les cadres de la DGFIP et exige d'eux la promotion des réformes en contrepartie d'une augmentation de 800 € par mois pour les IP de l'ex-DGI !

D'un côté 90% des agents de la DGFIP se voient attribuer 29 € bruts mensuels et sont invités à des réunions pour vanter la fusion des services,

De l'autre, M Parini tente « d'acheter » une partie de l'encadrement et ainsi de diviser les personnels !

Alors, Comment participer à de telles réunions de propagande alors que ces contre-réformes sont fondées sur les suppressions d'emplois et la casse des statuts ?

Comment accepter que le DSF et le TPG invitent les agents au fatalisme et au découragement pour ne pas combattre des réformes ?

Les organisations syndicales, appellent les agents à refuser de se laisser asséner un discours qu'ils ne connaissent que trop bien, à se présenter le jour et heure prévus sur le lieu de la réunion et à décider ensemble des suites immédiates à donner à cette initiative de propagande. Monsieur le DSF et Monsieur le TPG doivent assumer seuls leur responsabilité dans la mise en place d'une réforme néfaste pour les agents, pour le public et pour le service public.